

Mr. Kaplan offers one. He argues that although there were other factors involved, the single most important reason for the initial ban by Ernest Lapointe, for its maintenance until 1944 by Louis Saint-Laurent and for the post-war reign of terror by Maurice Duplessis, was the implacable hostility of the Roman Catholic Church in Quebec. Although there was little hard evidence, Mr. Kaplan is probably right, but only if he will allow a correction and an expansion. He conceives of the Church as a powerful, dominating influence in the province and presents his account almost solely in religious terms. Yet, devout French Canadians (from among the elites, anyway) were probably not motivated by the arrogance of triumphant omnipotence but, rather, by an awareness of growing weakness. Secularization of public institutions was, after all, only a few years away. And Catholicism in Quebec of the time was, in any case, very much a part of French-Canadian nationalism which was much less charitable and which demonstrated at times an unfortunate tendency to xenophobia. None of that, of course, is an excuse for the treatment of the Witnesses, but it is an explanation.

H.E. Turner
McMaster University

Diane P. Koenker et William G. Rosenberg — *Strikes and Revolution in Russia, 1917*. Princeton (N.J.) : Princeton University Press, 1989, xix, 393 p.

Diane P. Koenker et William G. Rosenberg sont tous deux spécialistes de l'année 1917 en Russie : la première a déjà écrit (1981) un très beau livre sur les travailleurs de Moscou; le second a publié (1974) une étude remarquable sur les libéraux. Ils unissent ici leurs efforts dans le but d'élucider une question encore trop négligée dans l'historiographie de la révolution russe de 1917 : celle des rapports à la fois intimes et complexes entre grèves et révolution. Ce choix de leur objet d'étude est d'autant plus justifié, estiment les auteurs, que les grèves

were (...) central to Russian politics and society in 1917 (...). They constitute a critical point of entry into the complex historical relationships between social activism and political change (8).

Se basant sur une documentation impressionnante et variée — revues et journaux (surtout de Petrograd et de Moscou), mémoires, collections de documents portant sur l'année 1917 publiées par les Soviétiques, rapports fragmentaires d'inspecteurs d'usines —, Koenker et Rosenberg ont répertorié le déclenchement de 1 019 grèves entre le 3 mars et le 25 octobre 1917 et touchant un minimum de 2 441 000 ouvrières et ouvriers. Phénomène de masse en perpétuelle mutation, la grève présente alors en ce pays plusieurs caractéristiques intéressantes : retenons-en quelques-unes.

Les auteurs établissent, mais sans le démontrer de façon très convaincante, des rapprochements entre les temps forts de la grève — regroupés en trois étapes, chacune de plus grande intensité que la précédente et comparée en détail l'une à l'autre : du 19 avril au 6 juillet, du 29 juillet au 26 août et du 16 septembre au 25 octobre 1917 — et les principaux événements politiques de cette même année : crise d'avril (Milyukow

et les buts de guerre de la Russie), journées de juillet, coup raté de Kornilov et prise du pouvoir par les Bolchéviques en octobre.

La grève affecte principalement les deux capitales, Moscou et Petrograd (de même que leurs régions industrielles environnantes), mais elle n'épargne aucune province de l'ex-empire ni même aucune ville et cité d'importance; les travailleurs industriels — métallistes (surtout ceux du quartier industriel de Vyborg, déjà aguerris par l'expérience des années de guerre et qui joueront, en février, un rôle clé dans le renversement du régime tsariste), ouvrières et ouvriers du textile en tête (75,8 p. 100), travailleurs du cuir, du bois, du papier et de l'alimentation — dominant largement le contingent des grévistes, mais ils ne sont pas seuls : s'y ajoutent, armés également d'un indéniable militantisme, ceux des services et des transports. L'orientation de ces grès reste très majoritairement économique (la recherche de meilleurs salaires), mais elle se double, surtout après juillet 1917, d'une contestation de l'autorité et du style de gestion traditionnels à l'usine; généralement dépourvues de violence, les grèves se terminent à l'avantage des ouvriers (la grève perdue est un phénomène très rare en 1917), encore que le taux de réussite des grèves a tendance à chuter quelque peu au fur et à mesure que les employeurs se convainquent qu'une politique plus musclée de leur part constitue la seule garantie de paix à l'usine.

Une telle interaction entre employeurs et employés engendre un phénomène de polarisation à la fois sociale et politique; en effet, à l'euphorisme éphémère (marqué par les accords à propos de la journée de huit heures et de la mise sur pied de comités d'usine et de chambres de conciliation) qui suit l'abdication de Nicolas II se substitue progressivement une situation conflictuelle : la classe ouvrière, agressive dans ses demandes et confiante d'obtenir gain de cause, se mobilise de plus en plus, face à des propriétaires et administrateurs d'usines qui, anxieux et amers de constater que leurs premières concessions n'ont pu instaurer un climat de paix à l'usine, se structurent sur le plan organisationnel, resserrent leurs rangs et décident maintenant de résister aux demandes, jugées exagérées, de leurs employés. Koenker et Rosenberg montrent bien comment ces tensions se reflètent — très différemment — dans la presse ouvrière et bourgeoise, chacune accusant l'autre de manquer de sens des responsabilités, et comment, par ricochet, cette « rhetoric of guilt and innocence was reinforcing the sense of class polarization » (238). À l'automne, face au pourrissement de la situation économique, la classe ouvrière en vient à identifier de plus en plus clairement l'État et le monde des affaires (industriels — surtout ceux reliés à la production de guerre —, banquiers, fournisseurs) comme étant liés l'un à l'autre; par le fait même, elle se radicalise, parfois contre les vœux de membres dirigeants de syndicats et de comités d'usine (certains d'entre eux redoutant qu'une action trop frondeuse n'amène des employeurs à fermer leurs usines), et elle acquiert une identité et une conscience de classe plus aiguës.

En ce sens, et c'est là la conclusion des auteurs, les grèves auront joué un rôle central dans le cours de la révolution russe : celles-ci, en effet,

must be seen both as routine tools of labor — management relations in a system with mutually acceptable rules, and as instruments for revolutionary change outside established social and political boundaries (326).

Somme toute, ces grèves sabordent les efforts faits en vue d'instaurer un nouveau système de relations industrielles fondé sur l'arbitrage, la négociation collective et la représentation ouvrière.

Il aurait été souhaitable que les deux auteurs attachent davantage d'importance aux politiques économiques et sociales, même déficientes, du gouvernement provisoire : celles-ci ne peuvent se résumer à l'image un peu caricaturale qu'ils dessinent de Skobelev, ministre du Travail, qui, tel un pompier en état de désarroi, se promène aux quatre coins de la Russie afin d'étouffer des incendies qui risquent, autrement, de prendre les proportions d'une véritable catastrophe ! Dans la même veine, si toutes les récriminations de la bourgeoisie d'affaires ne sont pas justifiables, il reste que l'agitation ouvrière, et plus particulièrement la grève, contribuent, en 1917, à réduire à la fois la production et la productivité et à accroître l'inflation.

La thèse de ce livre — la grève en tant que matrice et accélérateur du processus révolutionnaire — est intéressante, mais elle reste, toutefois, discutable : l'arbre tend à cacher la forêt ! La poursuite de la guerre mondiale, l'état lamentable de l'économie (inflation, crise des transports, insuffisance des approvisionnements en vivres, en matières premières et en combustibles), les initiatives peu fructueuses du gouvernement provisoire en vue de solutionner ces problèmes majeurs ainsi que le rôle joué par les différents partis politiques, les soviets, les comités d'usine, les milices ouvrières et les syndicats ont certainement contribué autant, sinon davantage que la grève, à mobiliser la classe ouvrière et à développer, chez elle comme chez les « méchants bourgeois », une conscience de classe.

Finalement, l'histoire quantitative a ses adeptes (et ce livre, farci de tableaux et de graphiques, en est un exemple éloquent), mais elle a aussi ses limites : l'approche statistique, l'analyse très sophistiquée des données écartent un peu trop du devant de la scène le gréviste lui-même. Comment a-t-il vécu la grève ? Les quelques rares exemples de grèves relatés par Koenker et Rosenberg ne répondent pas adéquatement à cette question. La chose est d'autant plus surprenante que toute l'étude s'inscrit ouvertement dans la tendance historiographique actuelle la plus intéressante : celle qui consiste à voir la révolution de 1917 comme un vaste mouvement de protestation sociale et politique de la part de la base (paysans, ouvriers, soldats et nationalistes non russes).

Jean-Guy Lalande
St. Francis Xavier University

Seymour Martin Lipset — *Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada*, foreword by Robert G. Nichols and Adam H. Zimmerman, co-chairmen, Canadian-American Committee. Toronto and Washington: C.D. Howe Institute (Canada) and National Planning Association (USA), 1989. Pp. xviii, 326.

Both the author and his argument are well-known to students of Canadian society. The American Revolution, Lipset believes, created a permanent ideological division between the United States and Canada. While American Whigs set up a liberal republic rooted in anti-statist, Lockean ideology, fleeing Loyalists established a more conservative state in Canada based on an organic, monarchical tradition. Succeeding generations in both nations have inherited the relatively unmodified ideological consequences of the Revolution.